

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**  
**INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE**

**PROJETS DE CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS**

ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE À LA PREMIÈRE  
SESSION ANNUELLE, 29 OCTOBRE—29 NOVEMBRE 1919

**DRAFT CONVENTIONS AND RECOMMENDATIONS**

ADOPTED BY THE CONFERENCE AT ITS FIRST  
ANNUAL MEETING, 29 OCTOBER—29 NOVEMBER, 1919

(TEXTES AUTHENTIQUES)

(AUTHENTIC TEXTS)

---

*Presented to Parliament by Command of His Majesty.*

---



LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY  
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from  
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:  
IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C. 2, and  
28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W. 1;  
37, PETER STREET, MANCHESTER;  
1, ST. ANDREW'S CRESCENT, CARDIFF;  
23, FORTH STREET, EDINBURGH;  
or from E. PONSONBY, LTD., 116, GRAFTON STREET, DUBLIN

1920.

*Price 6d. Net.*

Sunderland House,  
Curzon Street,  
LONDRES.  
15 *janvier* 1920.

Les projets de Convention et de Recommandations dont le texte est reproduit ci-après ont été adoptés par la Conférence Internationale du Travail, au cours de la séance tenue à Washington le 28 novembre 1919, à l'exception du projet de Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement : cette dernière Convention a été adoptée au cours de la séance tenue à Washington le 29 novembre 1919.

Les textes de projets de Conventions et de Recommandations présentés ici sont des copies exactes des textes authentiqués par les signatures du Président et du Secrétaire Général de la Conférence Internationale du Travail, et déposés entre les mains du Secrétaire Général de la Société des Nations.

*Secrétaire Général de la Société des Nations.*

Sunderland House,  
Curzon Street,  
LONDON.  
15 *January*, 1920.

The Draft Conventions and Recommendations here reprinted were adopted by the International Labour Conference at its meeting held in Washington on 28 November, 1919, with the exception of the Draft Convention concerning the employment of women before and after childbirth, which was adopted at the meeting held in Washington on 29 November, 1919.

The texts of the Draft Conventions and Recommendations as here presented are true copies of the texts authenticated by the signatures of the President and the Secretary General of the International Labour Conference and deposited with the Secretary General of the League of Nations.

*Secretary General of the League of Nations.*

**PROJETS DE CONVENTION ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL A WASHINGTON.**

	<i>Page.</i>
Projet de Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels. . . . .	3
Projet de Convention concernant le chômage	12
Recommandation concernant le chômage . . . . .	15
Recommandation concernant la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers . . . . .	17
Projet de Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement . . . . .	18
Projet de Convention concernant le travail de nuit des femmes . . . . .	22
Recommandation concernant la prévention du charbon . . . . .	26
Recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme . . . . .	27
Recommandation concernant la création d'un Service Public d'Hygiène . . . . .	29
Projet de Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels . . . . .	30
Projet de Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie . . . . .	34
Recommandation concernant l'application de la Convention Internationale adoptée à Berne en 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes . . . . .	38

**DRAFT CONVENTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED BY THE INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE AT WASHINGTON.**

	<i>Page.</i>
Draft Convention limiting the hours of work in industrial undertakings to eight in the day and forty-eight in the week . . . . .	3
Draft Convention concerning unemployment	12
Recommendation concerning unemployment	15
<del>Recommendation concerning reciprocity of treatment of foreign workers . . . . .</del>	<del>17</del>
Draft Convention concerning the employment of women before and after childbirth	18
Draft Convention concerning employment of women during the night . . . . .	22
Recommendation concerning the prevention of anthrax . . . . .	26
Recommendation concerning the protection of women and children against lead poisoning . . . . .	27
Recommendation concerning the establishment of Government Health Services . . . . .	29
Draft Convention fixing the minimum age for admission of children to industrial employment . . . . .	30
Draft Convention concerning the night work of young persons employed in industry . . . . .	34
Recommendation concerning the application of the Berne Convention of 1906, on the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches . . . . .	38

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**PROJET DE CONVENTION TENDANT A LIMITER A HUIT HEURES PAR JOUR ET A QUARANTE-HUIT HEURES PAR SEMAINE LE NOMBRE DES HEURES DE TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.**

**DRAFT CONVENTION LIMITING THE HOURS OF WORK IN INDUSTRIAL UNDERTAKINGS TO EIGHT IN THE DAY AND FORTY-EIGHT IN THE WEEK.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures," question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 29 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme "établissements industriels" notamment :

(a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;

(b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;

(c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks,

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America, on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "application of the principle of the 8-hours day or of the 48-hours week," which is the first item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organization, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term "industrial undertaking" includes particularly :

(a) Mines, quarries, and other works for the extraction of minerals from the earth.

(b) Industries in which articles are manufactured, altered, cleaned, repaired, ornamented, finished, adapted for sale, broken up or demolished, or in which materials are transformed ; including shipbuilding and the generation, transformation, and transmission of electricity or motive power of any kind.

(c) Construction, reconstruction, maintenance, repair, alteration, or demolition of any building, railway, tramway, harbour, dock, pier, canal, inland waterway, road, tunnel, bridge,

(3)

jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;

(d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Les prescriptions relatives au transport par mer et par voie d'eau intérieure seront fixées par une Conférence spéciale sur le travail des marins et marinières.

Dans chaque pays l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

#### ARTICLE 2.

Dans tous les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, la durée du travail du personnel ne pourra excéder huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine, sauf les exceptions prévues ci-après :

(a) Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux personnes occupant un poste de surveillance ou de direction ou un poste de confiance.

(b) Lorsque en vertu d'une loi ou par suite de l'usage ou de conventions entre les organisations patronales et ouvrières (ou, à défaut de telles organisations, entre les représentants des patrons et des ouvriers), la durée du travail d'un ou plusieurs jours de la semaine est inférieure à huit heures, un acte de l'autorité compétente ou une convention entre les organisations ou représentants susmentionnés des intéressés peut autoriser le dépassement de la limite des huit heures les autres jours de la semaine. Le dépassement prévu par le présent paragraphe ne pourra jamais excéder une heure par jour.

(c) Lorsque les travaux s'effectuent par équipes, la durée du travail pourra être prolongée au-delà de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail calculée sur une période de trois semaines ou moins ne dépasse pas huit par jour et quarante-huit par semaine.

viaduct, sewer, drain, well, telegraphic or telephonic installation, electrical undertaking, gas work, waterwork or other work of construction, as well as the preparation for or laying the foundations of any such work or structure.

(d) Transport of passengers or goods by road, rail, sea or inland waterway, including the handling of goods at docks, quays, wharves or warehouses, but excluding transport by hand.

The provisions relative to transport by sea and on inland waterways shall be determined by a special conference dealing with employment at sea and on inland waterways.

The competent authority in each country shall define the line of division which separates industry from commerce and agriculture.

#### ARTICLE 2.

The working hours of persons employed in any public or private industrial undertaking or in any branch thereof, other than an undertaking in which only members of the same family are employed, shall not exceed eight in the day and forty-eight in the week, with the exceptions hereinafter provided for.

(a) The provisions of this Convention shall not apply to persons holding positions of supervision or management, nor to persons employed in a confidential capacity.

(b) Where by law, custom, or agreement between employers' and workers' organizations, or, where no such organizations exist, between employers' and workers' representatives, the hours of work on one or more days of the week are less than eight, the limit of eight hours may be exceeded on the remaining days of the week by the sanction of the competent public authority, or by agreement between such organizations or representatives ; provided, however, that in no case under the provisions of this paragraph shall the daily limit of eight hours be exceeded by more than one hour.

(c) Where persons are employed in shifts it shall be permissible to employ persons in excess of eight hours in any one day and forty-eight hours in any one week, if the average number of hours over a period of three weeks or less does not exceed eight per day and forty-eight per week.

## ARTICLE 3.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

## ARTICLE 4.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée dans les travaux dont le fonctionnement continu doit, en raison même de la nature du travail, être assuré par des équipes successives, à la condition que les heures de travail n'excèdent pas en moyenne cinquante-six par semaine. Ce régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs par les lois nationales en compensation de leur jour de repos hebdomadaire.

## ARTICLE 5.

Dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables, et dans ces cas seulement, des conventions entre organisations ouvrières et patronales pourront, si le Gouvernement, à qui elles devront être communiquées, transforme leurs stipulations en règlements, établir sur une plus longue période un tableau réglant la durée journalière du travail.

La durée moyenne du travail, calculée sur le nombre de semaines déterminé par le tableau, ne pourra en aucun cas excéder quarante-huit heures par semaine.

## ARTICLE 6.

Des règlements de l'autorité publique détermineront par industrie ou par profession :

(a) les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement, ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

(b) les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaires.

Ces règlements doivent être pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, là où il en existe. Ils détermineront le nombre maximum d'heures supplémentaires qui peuvent être autorisées dans chaque cas. Le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 pour cent par rapport au salaire normal.

## ARTICLE 3.

The limit of hours of work prescribed in Article 2 may be exceeded in case of accident, actual or threatened, or in case of urgent work to be done to machinery or plant, or in case of "force majeure," but only so far as may be necessary to avoid serious interference with the ordinary working of the undertaking.

## ARTICLE 4.

The limit of hours of work prescribed in Article 2 may also be exceeded in those processes which are required by reason of the nature of the process to be carried on continuously by a succession of shifts, subject to the condition that the working hours shall not exceed fifty-six in the week on the average. Such regulation of the hours of work shall in no case affect any rest days which may be secured by the national law to the workers in such processes in compensation for the weekly rest day.

## ARTICLE 5.

In exceptional cases where it is recognized that the provisions of Article 2 cannot be applied, but only in such cases, agreements between workers' and employers' organizations concerning the daily limit of work over a longer period of time may be given the force of regulations, if the Government, to which these agreements shall be submitted, so decides.

The average number of hours worked per week, over the number of weeks covered by any such agreement shall not exceed forty-eight.

## ARTICLE 6.

Regulations made by public authority shall determine for industrial undertakings :

(a) The permanent exceptions that may be allowed in preparatory or complementary work which must necessarily be carried on outside the limits laid down for the general working of an establishment, or for certain classes of workers whose work is essentially intermittent.

(b) The temporary exceptions that may be allowed, so that establishments may deal with exceptional cases of pressure of work.

These regulations shall be made only after consultation with the organizations of employers and workers concerned, if any such organizations exist. These regulations shall fix the maximum of additional hours in each instance, and the rate of pay for overtime shall not be less than one and one-quarter times the regular rate.

## ARTICLE 7.

Chaque Gouvernement communiquera au Bureau International du Travail :

(a) une liste des travaux classés comme ayant un fonctionnement nécessairement continu dans le sens de l'article 4 ;

(b) des renseignements complets sur la pratique des accords prévus à l'article 5 ;

(c) des renseignements complets sur les dispositions réglementaires prises en vertu de l'article 6 et leur application.

Le Bureau International du Travail présentera chaque année un rapport à ce sujet à la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail.

## ARTICLE 8.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente convention, chaque patron devra :

(a) faire connaître au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente dans son établissement ou en tout autre lieu convenable, ou selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement, les heures auxquelles commence et finit le travail, ou, si le travail s'effectue par équipes, les heures auxquelles commence et finit le tour de chaque équipe. Les heures seront fixées de façon à ne pas dépasser les limites prévues par la présente convention, et, une fois notifiées, ne pourront être modifiées que selon le mode et la forme d'avis approuvés par le Gouvernement ;

(b) faire connaître, de la même façon, les repos accordés pendant la durée du travail et considérés comme ne faisant pas partie des heures de travail ;

(c) inscrire sur un registre, selon le mode approuvé par la législation de chaque pays ou par un règlement de l'autorité compétente, toutes les heures supplémentaires effectuées en vertu des articles 3 et 6 de la présente Convention.

Sera considéré comme illégal le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées en vertu du paragraphe (a), ou pendant les heures fixées en vertu du paragraphe (b).

## ARTICLE 9.

L'application de la présente convention au Japon comportera les modifications et conditions suivantes :

(a) Seront considérés comme "établissements industriels," notamment—

les établissements énumérés au paragraphe a de l'article 1<sup>er</sup> ;

les établissements énumérés au paragraphe b de l'article 1<sup>er</sup>, s'ils occupent au moins dix personnes ;

## ARTICLE 7.

Each Government shall communicate to the International Labour Office :

(a) A list of the processes which are classed as being necessarily continuous in character under Article 4 ;

(b) Full information as to working of the agreements mentioned in Article 5 ; and

(c) Full information concerning the regulations made under Article 6 and their application.

The International Labour Office shall make an annual report thereon to the General Conference of the International Labour Organization.

## ARTICLE 8.

In order to facilitate the enforcement of the provisions of this Convention, every employer shall be required :

(a) To notify by means of the posting of notices in conspicuous places in the works or other suitable place, or by such other method as may be approved by the Government, the hours at which work begins and ends, and where work is carried on by shifts, the hours at which each shift begins and ends. These hours shall be so fixed that the duration of the work shall not exceed the limits prescribed by this Convention, and when so notified they shall not be changed except with such notice and in such manner as may be approved by the Government.

(b) To notify in the same way such rest intervals accorded during the period of work as are not reckoned as part of the working hours.

(c) To keep a record in the form prescribed by law or regulation in each country of all additional hours worked in pursuance of Articles 3 and 6 of this Convention.

It shall be made an offense against the law to employ any person outside the hours fixed in accordance with paragraph (a), or during the intervals fixed in accordance with paragraph (b).

## ARTICLE 9.

In the application of this Convention to Japan the following modifications and conditions shall obtain :

(a) The term "industrial undertaking" includes particularly—

The undertakings enumerated in paragraph (a) of Article 1 ;

The undertakings enumerated in paragraph (b) of Article 1, provided there are at least ten workers employed ;

les établissements énumérés au paragraphe *c* de l'article 1<sup>er</sup>, sous réserve que ces établissements soient compris dans la définition des "fabriques" donnée par l'autorité compétente;

les établissements énumérés au paragraphe *d* de l'article 1<sup>er</sup>, sauf le transport de personnes ou de marchandises par route, la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, ainsi que le transport à la main; et,

sans égard au nombre des personnes occupées, ceux des établissements industriels énumérés aux paragraphes *b* et *c* de l'article 1<sup>er</sup> que l'autorité compétente pourrait déclarer très dangereux ou comportant des travaux insalubres.

(*b*) La durée effective du travail de toute personne âgée d'au moins 15 ans, employée dans un établissement industriel, public ou privé, ou dans ses dépendances, ne dépassera pas cinquante-sept heures par semaine, sauf dans l'industrie de la soie grège, où la durée maximum de travail pourra être de soixante heures par semaine.

(*c*) La durée effective du travail ne pourra en aucun cas dépasser quarante-huit heures par semaine, ni pour les enfants de moins de quinze ans occupés dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, ni pour les personnes occupées aux travaux souterrains dans les mines, quel que soit leur âge.

(*d*) La limitation des heures de travail peut être modifiée dans les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente Convention, sans toutefois que le rapport entre la durée de la prolongation accordée et la durée de la semaine normale puisse être supérieur au rapport résultant des dispositions des dits articles.

(*e*) Une période de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives sera accordée à tous les travailleurs sans distinction de catégorie.

(*f*) Les dispositions de la législation industrielle du Japon qui en limitent l'application aux établissements où sont employées au moins quinze personnes, seront modifiées de façon à ce que cette législation s'applique désormais aux établissements où sont employées au moins dix personnes.

(*g*) Les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article entreront en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1922; toutefois, les dispositions contenues à l'article 4, telles qu'elles sont modifiées par le paragraphe *d* du présent article, entreront en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1923.

The undertakings enumerated in paragraph (*c*) of Article 1, in so far as these undertakings shall be defined as "factories" by the competent authority;

The undertakings enumerated in paragraph (*d*) of Article 1, except transport of passengers or goods by road, handling of goods at docks, quays, wharves, and warehouses, and transport by hand; and,

Regardless of the number of persons employed, such of the undertakings enumerated in paragraphs (*b*) and (*c*) of Article 1 as may be declared by the competent authority either to be highly dangerous or to involve unhealthy processes.

(*b*) The actual working hours of persons of fifteen years of age or over in any public or private industrial undertaking, or in any branch thereof, shall not exceed fifty-seven in the week, except that in the raw-silk industry the limit may be sixty hours in the week.

(*c*) The actual working hours of persons under fifteen years of age in any public or private industrial undertaking, or in any branch thereof, and of all miners of whatever age engaged in underground work in the mines, shall in no case exceed forty-eight in the week.

(*d*) The limit of hours of work may be modified under the conditions provided for in Articles 2, 3, 4, and 5 of this Convention, but in no case shall the length of such modification bear to the length of the basic week a proportion greater than that which obtains in those Articles.

(*e*) A weekly rest period of twenty-four consecutive hours shall be allowed to all classes of workers.

(*f*) The provision in Japanese factory legislation limiting its application to places employing fifteen or more persons shall be amended so that such legislation shall apply to places employing ten or more persons.

(*g*) The provisions of the above paragraphs of this Article shall be brought into operation not later than 1 July, 1922, except that the provisions of Article 4 as modified by paragraph (*d*) of this Article shall be brought into operation not later than 1 July, 1923.



(h) La limite de quinze ans prévue au paragraphe c du présent article sera portée à seize ans le 1<sup>er</sup> juillet 1925 au plus tard.

#### ARTICLE 10.

Dans l'Inde britannique, le principe de la semaine de soixante heures sera adopté pour tous les travailleurs occupés dans les industries actuellement visées par la législation industrielle dont le Gouvernement de l'Inde assure l'application, ainsi que dans les mines et dans les catégories de travaux de chemins de fer qui seront énumérées à cet effet par l'autorité compétente. Cette autorité ne pourra autoriser des modifications à la limite ci-dessus mentionnée qu'en tenant compte des dispositions contenues dans les articles 6 et 7 de la présente Convention.

Les autres prescriptions de la présente Convention ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais une limitation plus étroite des heures de travail devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence Générale.

#### ARTICLE 11.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront ni à la Chine, ni à la Perse, ni au Siam, mais la limitation de la durée du travail dans ces pays devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence Générale.

#### ARTICLE 12.

Pour l'application de la présente Convention à la Grèce, la date à laquelle ces dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être reportée au 1<sup>er</sup> juillet 1923, pour les établissements industriels ci-après :

- (1) Fabriques de sulfure de carbone,
- (2) Fabriques d'acides,
- (3) Tanneries,
- (4) Papeteries,
- (5) Imprimeries,
- (6) Scieries,
- (7) Entrepôts de tabac et établissements où se fait la préparation du tabac,
- (8) Travaux à ciel ouvert dans les mines,
- (9) Fonderies,
- (10) Fabriques de chaux,
- (11) Teintureries,
- (12) Verreries (souffleurs),
- (13) Usines à gaz (chauffeurs),
- (14) Chargement et déchargement de marchandises ;

et au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 1924, pour les établissements industriels ci-après :

(h) The age of fifteen prescribed in paragraph (c) of this Article shall be raised, not later than 1 July, 1925, to sixteen:

#### ARTICLE 10.

In British India the principle of a sixty-hour week shall be adopted for all workers in the industries at present covered by the factory acts administered by the Government of India, in mines, and in such branches of railway work as shall be specified for this purpose by the competent authority. Any modification of this limitation made by the competent authority shall be subject to the provisions of Articles 6 and 7 of this Convention. In other respects the provisions of this Convention shall not apply to India, but further provisions limiting the hours of work in India shall be considered at a future meeting of the General Conference.

#### ARTICLE 11.

The provisions of this Convention shall not apply to China, Persia, and Siam, but provisions limiting the hours of work in these countries shall be considered at a future meeting of the General Conference.

#### ARTICLE 12.

In the application of this Convention to Greece, the date at which its provisions shall be brought into operation in accordance with Article 19 may be extended to not later than 1 July, 1923, in the case of the following industrial undertakings :

- (1) Carbon-bisulphide works,
- (2) Acids works,
- (3) Tanneries,
- (4) Paper mills,
- (5) Printing works,
- (6) Sawmills,
- (7) Warehouses for the handling and preparation of tobacco,
- (8) Surface mining,
- (9) Foundries,
- (10) Lime works,
- (11) Dye works,
- (12) Glassworks (blowers),
- (13) Gas works (firemen),
- (14) Loading and unloading, merchandise ;

and to not later than 1 July, 1924, in the case of the following industrial undertakings :

(1) Industries mécaniques : construction de machines, fabrication de coffres-forts, balances, lits, pointes, plomb de chasse, fonderies de fer et de bronze, ferblanterie, ateliers d'étamage, fabriques d'appareils hydrauliques ;

(2) Industries du bâtiment : fours à chaux, fabriques de ciment, de plâtre, tuileries, briqueteries et fabriques de dalles, poteries, scieries de marbre, travaux de terrassement et de construction ;

(3) Industries textiles : filatures et tissages de toutes sortes, sauf les teintureries ;

(4) Industries de l'alimentation : minoteries, boulangeries, fabriques de pâtes alimentaires, fabriques de vins, d'alcools et de boissons, huileries, brasseries, fabriques de glace et d'eaux gazeuses, fabriques de produits de confiserie et de chocolat, fabriques de saucissons et de conserves, abattoirs et boucheries ;

(5) Industries chimiques : fabriques de couleurs synthétiques, verreries (sauf les souffleurs), fabriques d'essence de térébenthine et de tartre, fabriques d'oxygène et de produits pharmaceutiques, fabriques d'huile de lin, fabriques de glycérine, fabriques de carbure de calcium, usines à gaz (sauf les chauffeurs) ;

(6) Industries du cuir : fabriques de chaussures, fabriques d'articles en cuir ;

(7) Industries du papier et de l'imprimerie : fabriques d'enveloppes, de registres, de boîtes, de sacs, ateliers de reliure, de lithographie et de zincographie ;

(8) Industries du vêtement : ateliers de couture et de lingerie, ateliers de pressage, fabriques de couvertures de lits, de fleurs artificielles, de plumes et de passementeries, fabriques de chapeaux et de parapluies ;

(9) Industries du bois : menuiserie, tonnelerie, charronnerie, fabriques de meubles et de chaises, ateliers d'encadrement, fabriques de brosses et de balais ;

(10) Industries électriques : usines de production de courant, ateliers d'installations électriques ;

(11) Transports par terre : employés de chemins de fer et de tramways, chauffeurs, cochers, et charretiers.

(1) Mechanical industries : Machine shops for engines, safes, scales, beds, tacks, shells (sporting), iron foundries, bronze foundries, tin shops, plating shops, manufactories of hydraulic apparatus ;

(2) Constructional industries : Limekilns, cement works, plasterers' shops, tile yards, manufactories of bricks and pavements, potteries, marble yards, excavating and building work ;

(3) Textile industries : Spinning and weaving mills of all kinds, except dye works ;

(4) Food industries : Flour and gristmills, bakeries, macaroni factories, manufactories of wines, alcohol, and drinks, oil works, breweries, manufactories of ice and carbonated drinks, manufactories of confectioners' products and chocolate, manufactories of sausages and preserves, slaughterhouses, and butcher shops ;

(5) Chemical industries : Manufactories of synthetic colors, glassworks (except the blowers), manufactories of essence of turpentine and tartar, manufactories of oxygen and pharmaceutical products, manufactories of flaxseed oil, manufactories of glycérine, manufactories of calcium carbide, gas works (except the firemen) ;

(6) Leather industries : Shoe factories, manufactories of leather goods ;

(7) Paper and printing industries : Manufactories of envelopes, record books, boxes, bags, bookbinding, lithographing, and zinc-engraving shops ;

(8) Clothing industries : Clothing shops, underwear and trimmings, workshops for pressing, workshops for bed coverings, artificial flowers, feathers, and trimmings, hat and umbrella factories ;

(9) Woodworking industries : Joiners' shops, coopers' sheds, wagon factories, manufactories of furniture and chairs, picture-framing establishments, brush and broom factories ;

(10) Electrical industries : Power houses, shops for electrical installations ;

(11) Transportation by land : Employees on railroads and street cars, firemen, drivers, and carters.

#### ARTICLE 13.

Pour l'application de la présente Convention à la Roumanie, la date à laquelle ses dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être portée au 1<sup>er</sup> juillet 1924.

(4038)

#### ARTICLE 13.

In the application of this Convention to Roumania the date at which its provisions shall be brought into operation in accordance with Article 19 may be extended to not later than 1 July, 1924.

B 4

## ARTICLE 14.

Les dispositions de la présente Convention peuvent être suspendues dans tout pays par ordre du Gouvernement, en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

## ARTICLE 15.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de St.-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

## ARTICLE 16.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

## ARTICLE 17.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

## ARTICLE 18.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 19.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1921, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

## ARTICLE 14.

The operation of the provisions of this Convention may be suspended in any country by the Government in the event of war or other emergency endangering the national safety.

## ARTICLE 15.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

## ARTICLE 16.

Each Member of the International Labour Organization which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing :

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable ; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing.

## ARTICLE 17.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organization have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organization.

## ARTICLE 18.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, and it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 19.

Each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1921, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

## ARTICLE 20.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 21.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

## ARTICLE 22.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

## ARTICLE 20.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 21.

At least once in ten years the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

## ARTICLE 22.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LE  
CHÔMAGE.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions "relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences," question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE 1.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention communiquera au Bureau International du Travail à des intervalles aussi courts que possible et qui ne devront pas dépasser trois mois, toute information disponible, statistique ou autre, concernant le chômage, y compris tous renseignements sur les mesures prises ou à prendre en vue de lutter contre le chômage. Toutes les fois que ce sera possible les informations devront être recueillies de telle façon que communication puisse en être faite dans les trois mois suivant la fin de la période à laquelle elles se rapportent.

ARTICLE 2.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention devra établir un système de bureaux publics de placement gratuit placé sous le contrôle d'une autorité centrale. Des Comités qui devront comprendre des représentants des patrons et des ouvriers seront nommés et

**DRAFT CONVENTION CONCERNING  
UNEMPLOYMENT.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America, on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "question of preventing or providing against unemployment," which is the second item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organization, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

ARTICLE 1.

Each Member which ratifies this Convention shall communicate to the International Labour Office, at intervals as short as possible and not exceeding three months, all available information, statistical or otherwise, concerning unemployment, including reports on measures taken or contemplated to combat unemployment. Whenever practicable, the information shall be made available for such communication not later than three months after the end of the period to which it relates.

ARTICLE 2.

Each Member which ratifies this Convention shall establish a system of free public employment agencies under the control of a central authority. Committees, which shall include representatives of employers and of workers, shall be appointed to advise on

consultés, pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces bureaux.

Lorsque coexistent des bureaux gratuits publics et privés, des mesures devront être prises pour coordonner les opérations de ces bureaux sur un plan national.

Le fonctionnement des différents systèmes nationaux sera coordonné par le Bureau International du Travail, d'accord avec les pays intéressés.

#### ARTICLE 3.

Les Membres de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifieront la présente Convention et qui ont établi un système d'assurance contre le chômage, devront, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les Membres intéressés, prendre des arrangements permettant à des travailleurs ressortissant à l'un de ces Membres et travaillant sur le territoire d'un autre de recevoir des indemnités d'assurance égales à celles touchées par les travailleurs ressortissant à ce deuxième Membre.

#### ARTICLE 4.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de St.-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

#### ARTICLE 5.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

#### ARTICLE 6.

Aussitôt que les ratifications de trois Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

matters concerning the carrying on of these agencies.

Where both public and private free employment agencies exist, steps shall be taken to coordinate the operations of such agencies on a national scale.

The operations of the various national systems shall be coordinated by the International Labour Office in agreement with the countries concerned.

#### ARTICLE 3.

The Members of the International Labour Organization which ratify this Convention and which have established systems of insurance against unemployment shall, upon terms being agreed between the Members concerned, make arrangements whereby workers belonging to one Member and working in the territory of another shall be admitted to the same rates of benefit of such insurance as those which obtain for the workers belonging to the latter.

#### ARTICLE 4.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

#### ARTICLE 5.

Each Member of the International Labour Organization which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing :

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable ; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

#### ARTICLE 6.

As soon as the ratifications of three Members of the International Labour Organization have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organization.

## ARTICLE 7.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 8.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1921 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

## ARTICLE 9.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 10.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

## ARTICLE 11.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

## ARTICLE 7.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, but it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 8.

Each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1921, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

## ARTICLE 9.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 10.

At least once in ten years the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

## ARTICLE 11.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**RECOMMANDATION CONCERNANT LE  
CHÔMAGE.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions "relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences," question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé de rédiger ces propositions sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

I.

La Conférence Générale recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail prenne des mesures pour interdire la création de bureaux de placement payants ou d'entreprises commerciales de placement.

En ce qui concerne les bureaux déjà existants la Conférence recommande que leur fonctionnement soit subordonné à l'octroi de licences délivrées par le Gouvernement et que toutes mesures soient prises afin de les supprimer dès que possible.

II.

La Conférence Générale recommande aux Membres de l'Organisation Internationale du Travail que le recrutement collectif de travailleurs dans un pays, en vue de leur emploi dans un autre, ne puisse avoir lieu qu'après entente entre les pays intéressés et après consultation des patrons et des ouvriers appartenant, dans chaque pays, aux industries intéressées.

**RECOMMENDATION CONCERNING  
UNEMPLOYMENT.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "question of preventing or providing against unemployment," which is the second item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organization for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

I.

The General Conference recommends that each Member of the International Labour Organization take measures to prohibit the establishment of employment agencies which charge fees or which carry on their business for profit. Where such agencies already exist, it is further recommended that they be permitted to operate only under Government licenses, and that all practicable measures be taken to abolish such agencies as soon as possible.

II.

The General Conference recommends to the Members of the International Labour Organization that the recruiting of bodies of workers in one country with a view to their employment in another country should be permitted only by mutual agreement between the countries concerned and after consultation with employers and workers in each country in the industries concerned.



## III.

La Conférence Générale recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail organise un système effectif d'assurance contre le chômage, soit au moyen d'une institution du Gouvernement, soit en accordant des subventions du Gouvernement aux associations dont les statuts prévoient en faveur de leurs membres le paiement d'indemnités de chômage.

## IV.

La Conférence Générale recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail coordonne l'exécution des travaux entrepris pour le compte de l'autorité publique, et réserve autant que possible ces travaux pour les périodes de chômage et pour les régions particulièrement affectées par ce phénomène.

## III.

The General Conference recommends that each Member of the International Labour Organization establish an effective system of unemployment insurance, either through a Government system or through a system of Government subventions to associations whose rules provide for the payment of benefits to their unemployed members.

## IV.

The General Conference recommends that each Member of the International Labour Organization coordinate the execution of all work undertaken under public authority, with a view to reserving such work as far as practicable for periods of unemployment and for districts most affected by it.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**RECOMMANDATION CONCERNANT LA RÉCIPROCITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.**      **LA RECOMMANDATION CONCERNING RECIPROCI- TY OF TREATMENT OF FOREIGN WORKERS.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions "relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences," question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "question of preventing or providing against unemployment," which is the second item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Après avoir décidé de rédiger ces propositions sous forme de recommandation,

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopte la Recommandation ci-après qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

adopts the following Recommendation to be submitted to the Members of the International Labour Organization for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

La Conférence Générale recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail assure, sur la base de la réciprocité, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les pays intéressés, aux travailleurs étrangers occupés sur son territoire et à leurs familles, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière, ainsi que la jouissance du droit d'association reconnu dans les limites de la légalité à ses propres travailleurs.

The General Conference recommends that each Member of the International Labour Organization shall, on condition of reciprocity and upon terms to be agreed between the countries concerned, admit the foreign workers (together with their families) employed within its territory, to the benefit of its laws and regulations for the protection of its own workers, as well as to the right of lawful organization as enjoyed by its own workers.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT  
L'EMPLOI DES FEMMES AVANT ET  
APRÈS L'ACCOUCHEMENT.**

**DRAFT CONVENTION CONCERNING THE  
EMPLOYMENT OF WOMEN BEFORE  
AND AFTER CHILDBIRTH.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 29 octobre 1919,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'emploi des femmes: avant ou après l'accouchement (y compris la question de l'indemnité de maternité)," question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to "women's employment, before and after childbirth, including the question of maternity benefit," which is part of the third item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organization, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme "établissements industriels" notamment :

(a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature :

(b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;

(c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installa-

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term "industrial undertaking" includes particularly :

(a) Mines, quarries, and other works for the extraction of minerals from the earth.

(b) Industries in which articles are manufactured, altered, cleaned, repaired, ornamented, finished, adapted for sale, broken up or demolished, or in which materials are transformed ; including shipbuilding and the generation, transformation, and transmission of electricity or motive power of any kind.

(c) Construction, reconstruction, maintenance, repair, alteration, or demolition of any building, railway, tramway, harbor, dock, pier, canal, inland waterway, road, tunnel, bridge, viaduct, sewer, drain, well, telegraphic or telephonic installation, electrical undertaking, gas work, water work, or other work of construc-

tions télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;

(d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Pour l'application de la présente Convention, sera considéré comme "établissement commercial" tout lieu consacré à la vente des marchandises ou à toute opération commerciale.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie et le commerce d'une part, l'agriculture, d'autre part.

#### ARTICLE 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme "femme" désigne toute personne du sexe féminin, quel que soit son âge ou sa nationalité, mariée ou non, et le terme "enfant" désigne tout enfant, légitime ou non.

#### ARTICLE 3.

Dans tous les établissements industriels ou commerciaux, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille, une femme

(a) ne sera pas autorisée à travailler pendant une période de six semaines après ses couches ;

(b) aura le droit de quitter son travail, sur production d'un certificat médical déclarant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines ;

(c) recevra, pendant toute la période où elle demeurera absente, en vertu des paragraphes (a) et (b), une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène ; ladite indemnité, dont le montant exact sera fixé par l'autorité compétente dans chaque pays, sera prélevée sur les fonds publics ou sera fournie par un système d'assurance. Elle aura droit, en outre, aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme. Aucune erreur, de la part du médecin ou de la sage-femme, dans l'estimation de la date de l'accouchement, ne pourra empêcher une femme de recevoir l'indemnité à laquelle elle a droit à compter de la date du certificat médical jusqu'à celle à laquelle l'accouchement se produira ;

(d) aura droit dans tous les cas, si elle allaite son enfant, à deux repos d'une demi-heure pour lui permettre l'allaitement.

tion, as well as the preparation for or laying the foundation of any such work or structure.

(d) Transport of passengers or goods by road, rail, sea, or inland waterway, including the handling of goods at docks, quays, wharves, and warehouses, but excluding transport by hand.

For the purpose of this Convention, the term "commercial undertaking" includes any place where articles are sold or where commerce is carried on.

The competent authority in each country shall define the line of division which separates industry and commerce from agriculture.

#### ARTICLE 2.

For the purpose of this Convention, the term "woman" signifies any female person, irrespective of age or nationality, whether married or unmarried, and the term "child" signifies any child whether legitimate or illegitimate.

#### ARTICLE 3.

In any public or private industrial or commercial undertaking, or in any branch thereof, other than an undertaking in which only members of the same family are employed, a woman—

(a) Shall not be permitted to work during the six weeks following her confinement.

(b) Shall have the right to leave her work if she produces a medical certificate stating that her confinement will probably take place within six weeks.

(c) Shall, while she is absent from her work in pursuance of paragraphs (a) and (b), be paid benefits sufficient for the full and healthy maintenance of herself and her child, provided either out of public funds or by means of a system of insurance, the exact amount of which shall be determined by the competent authority in each country, and as an additional benefit shall be entitled to free attendance by a doctor or certified midwife. No mistake of the medical adviser in estimating the date of confinement shall preclude a woman from receiving these benefits from the date of the medical certificate up to the date on which the confinement actually takes place.

(d) Shall in any case, if she is nursing her child, be allowed half an hour twice a day during her working hours for this purpose.

## ARTICLE 4.

Au cas où une femme s'absente de son travail, en vertu des paragraphes (a) et (b) de l'article 3 de la présente Convention, ou en demeure éloignée pendant une période plus longue, à la suite d'une maladie attestée par certificat médical comme résultant de sa grossesse ou de ses couches, et qui la met dans l'incapacité de reprendre son travail, il sera illégal pour son patron, jusqu'à ce que son absence ait atteint une durée maximum fixée par l'autorité compétente de chaque pays, de lui signifier son congé durant ladite absence, ou à une date telle que le délai de préavis expirerait pendant que dure l'absence sus-mentionnée.

## ARTICLE 5.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de St.-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

## ARTICLE 6.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

## ARTICLE 7.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

## ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat,

## ARTICLE 4.

Where a woman is absent from her work in accordance with paragraphs (a) or (b) of Article 3 of this Convention, or remains absent from her work for a longer period as a result of illness medically certified to arise out of pregnancy or confinement and rendering her unfit for work, it shall not be lawful, until her absence shall have exceeded a maximum period to be fixed by the competent authority in each country, for her employer to give her notice of dismissal during such absence, nor to give her notice of dismissal at such a time that the notice would expire during such absence.

## ARTICLE 5.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

## ARTICLE 6.

Each Member of the International Labour Organization which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing :

(a) Except where, owing to the local conditions, its provisions are inapplicable ; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing.

## ARTICLE 7.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organization have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organization.

## ARTICLE 8.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, but it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat,

## ARTICLE 9.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

## ARTICLE 10.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 11.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

## ARTICLE 12.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

## ARTICLE 9.

Each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

## ARTICLE 10.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 11.

At least once in 10 years the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

## ARTICLE 12.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT  
LE TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'emploi des femmes pendant la nuit," question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme "établissements industriels" notamment :

(a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;

(b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;

(c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification, ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, instal-

**DRAFT CONVENTION CONCERNING EM-  
PLOYMENT OF WOMEN DURING THE  
NIGHT.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America, on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to "women's employment: during the night," which is part of the third item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organization, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term "industrial undertaking" includes particularly :

(a) Mines, quarries, and other works for the extraction of minerals from the earth ;

(b) Industries in which articles are manufactured, altered, cleaned, repaired, ornamented, finished, adapted for sale, broken up or demolished, or in which materials are transformed ; including shipbuilding, and the generation, transformation, and transmission of electricity or motive power of any kind ;

(c) Construction, reconstruction, maintenance, repair, alteration, or demolition of any building, railway, tramway, harbor, dock, pier, canal, inland waterway, road, tunnel, bridge, viaduct, sewer, drain, well, telegraphic or telephonic installation, electrical undertaking, gas work, waterwork, or other work of construc-

lations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus.

Dans chaque pays l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

#### ARTICLE 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme "nuit" signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Dans les pays où aucun règlement public ne s'applique à l'emploi des femmes pendant la nuit dans les établissements industriels, le terme "nuit" pourra provisoirement, et pendant une période maximum de trois années, désigner, à la discrétion du Gouvernement, une période de dix heures seulement, laquelle comprendra l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

#### ARTICLE 3.

Les femmes, sans distinction d'âge, ne pourront être employées pendant la nuit dans aucun établissement industriel, public ou privé, ni dans aucune dépendance d'un de ces établissements, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

#### ARTICLE 4.

L'article 3 ne sera pas appliqué :

(a) En cas de *force majeure*, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

(b) Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

#### ARTICLE 5.

Dans l'Inde et au Siam, l'application de l'article 3 de la présente Convention pourra être suspendue par le Gouvernement sauf en ce qui concerne les manufactures (*factories*) telles qu'elles sont définies par la loi nationale. Notification de chacune des industries exemptées sera faite au Bureau International du Travail.

#### ARTICLE 6.

Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, la

tion, as well as the preparation for or laying the foundations of any such work or structure.

The competent authority in each country shall define the line of division which separates industry from commerce and agriculture.

#### ARTICLE 2.

For the purpose of this Convention, the term "night" signifies a period of at least eleven consecutive hours, including the interval between ten o'clock in the evening and five o'clock in the morning.

In those countries where no Government regulation as yet applies to the employment of women in industrial undertakings during the night, the term "night" may provisionally, and for a maximum period of three years, be declared by the Government to signify a period of only ten hours, including the interval between ten o'clock in the evening and five o'clock in the morning.

#### ARTICLE 3.

Women without distinction of age shall not be employed during the night in any public or private industrial undertaking, or in any branch thereof, other than an undertaking in which only members of the same family are employed.

#### ARTICLE 4.

Article 3 shall not apply :

(a) In cases of *force majeure*, when in any undertaking there occurs an interruption of work which it was impossible to foresee, and which is not of a recurring character.

(b) In cases where the work has to do with raw materials or materials in course of treatment which are subject to rapid deterioration, when such night work is necessary to preserve, the said materials from certain loss.

#### ARTICLE 5.

In India and Siam, the application of Article 3 of this Convention may be suspended by the Government in respect to any industrial undertaking, except factories as defined by the national law. Notice of every such suspension shall be filed with the International Labour Office.

#### ARTICLE 6.

In industrial undertakings which are influenced by the seasons and in all cases where exceptional circumstances demand it, the night



durée de la période de nuit indiquée à l'article 3 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an.

## ARTICLE 7.

Dans les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible, la période de nuit peut être plus courte que celle fixée par les articles ci-dessus, à la condition qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

## ARTICLE 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

## ARTICLE 9.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales :

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

## ARTICLE 10.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

## ARTICLE 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

period may be reduced to ten hours on sixty days of the year.

## ARTICLE 7.

In countries where the climate renders work by day particularly trying to the health, the night period may be shorter than prescribed in the above articles, provided that compensatory rest is accorded during the day.

## ARTICLE 8.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

## ARTICLE 9.

Each Member of the International Labour Organization which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing :

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable ; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

## ARTICLE 10.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organization have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organization.

## ARTICLE 11.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, but it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 12.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

## ARTICLE 13.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 14.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

## ARTICLE 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

## ARTICLE 12.

Each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

## ARTICLE 13.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 14.

At least once in ten years, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

## ARTICLE 15.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

---

**RECOMMANDATION CONCERNANT LA  
PRÉVENTION DU CHARBON.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'emploi des femmes dans les travaux insalubres," question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

La Conférence Générale recommande aux Membres de l'Organisation Internationale du Travail de prendre des mesures en vue d'assurer, soit dans le pays d'origine, soit, au cas où cela ne serait pas possible, au port de débarquement, la désinfection des laines suspectes de contenir des spores charbonneuses.

**RECOMMENDATION CONCERNING THE  
PREVENTION OF ANTHRAX.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to "women's employment: unhealthy processes," which is part of the third item in the agenda for the Washington meeting of the Conference; and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organization for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

The General Conference recommends to the Members of the International Labour Organization that arrangements should be made for the disinfection of wool infected with anthrax spores, either in the country exporting such wool or if that is not practicable at the port of entry in the country importing such wool.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**RECOMMANDATION CONCERNANT LA  
PROTECTION DES FEMMES ET DES EN-  
FANTS CONTRE LE SATURNISME.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l' "emploi des femmes et des enfants dans les travaux insalubres," question comprise dans les troisième et quatrième points de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de St.-Germain du 10 septembre 1919 :

La Conférence Générale recommande aux Membres de l'Organisation Internationale du Travail qu'en raison des dangers que présentent pour les femmes au point de vue de la maternité certaines opérations industrielles et dans le but de permettre aux enfants de se développer physiquement, l'emploi des femmes et des jeunes gens au-dessous de dix-huit ans soit interdit dans les travaux énumérés ci-après :

(a) Dans le travail aux fours où s'opère la réduction des minerais de zinc et de plomb.

(b) Dans la manipulation, le traitement ou la réduction des cendres contenant du plomb et dans le désargentage du plomb.

(c) Dans la fusion en grand du plomb ou du vieux zinc.

(d) Dans la fabrication de la soudure ou des alliages contenant plus de dix pour cent de plomb.

**RECOMMENDATION CONCERNING THE  
PROTECTION OF WOMEN AND CHILDREN  
AGAINST LEAD POISONING.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to "women's and children's employment: unhealthy processes," which is part of the third and fourth items in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organization for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

The General Conference recommends to the Members of the International Labour Organization that in view of the danger involved to the function of maternity and to the physical development of children, women, and young persons under the age of eighteen years be excluded from employment in the following processes :

(a) In furnace work in the reduction of zinc or lead ores.

(b) In the manipulation, treatment, or reduction of ashes containing lead, and in the desilverizing of lead.

(c) In melting lead or old zinc on a large scale.

(d) In the manufacture of solder or alloys containing more than ten per cent. of lead.

(e) Dans la fabrication de la litharge, du massicot, du minium, de la céruse, du mine-orange, ou du sulfate, du chromate ou du silicate de plomb (frite).

(f) Dans les opérations de mélange et de tartinage dans la fabrication ou la réparation d'accumulateurs électriques.

(g) Dans le nettoyage des ateliers où sont effectués les travaux énumérés ci-dessus.

La Conférence recommande, en outre, que l'emploi des femmes et des jeunes gens au-dessous de dix-huit ans aux travaux où l'on utilise des sels de plomb ne soit autorisé qu'à la condition que l'on prenne les mesures suivantes :

(a) Ventilation localisée, de manière à ce que soient dissipées, dès leur formation, les poussières et vapeurs.

(b) Propreté des outils et des ateliers.

(c) Avis donné à l'autorité publique de tous les cas de saturnisme, et attribution d'indemnités aux personnes intoxiquées.

(d) Examen médical périodique des personnes employées aux travaux énumérés plus haut.

(e) Installation, dans des conditions satisfaisantes, de vestiaires, lavabos, et réfectoires, et fourniture de vêtements protecteurs spéciaux.

(f) Interdiction d'introduire des aliments ou des boissons dans les ateliers.

La Conférence recommande, d'autre part, que, dans les industries où il est possible de remplacer les sels solubles de plomb par des substances non-toxiques, l'emploi desdits sels solubles de plomb soit l'objet d'une réglementation plus sévère.

En ce qui concerne la présente Recommandation, un sel de plomb sera considéré comme soluble s'il contient plus de cinq pour cent de son poids en plomb métallique soluble dans une solution aqueuse d'acide chlorhydrique à 0.25% d'acide.

(e) In the manufacture of litharge, massicot, red lead, white lead, orange lead, or sulphate, chromate or silicate (frit) of lead.

(f) In mixing and pasting in the manufacture or repair of electric accumulators.

(g) In the cleaning of workrooms where the above processes are carried on.

It is further recommended that the employment of women and young persons under the age of eighteen years in processes involving the use of lead compounds be permitted only subject to the following conditions :

(a) Locally applied exhaust ventilation, so as to remove dust and fumes at the point of origin.

(b) Cleanliness of tools and workrooms.

(c) Notification to Government authorities of all cases of lead poisoning, and compensation therefor.

(d) Periodic medical examination of the persons employed in such processes.

(e) Provision of sufficient and suitable cloak-room, washing, and mess-room accommodation, and of special protective clothing.

(f) Prohibition of bringing food or drink into work rooms.

It is further recommended that in industries where soluble lead compounds can be replaced by non-toxic substances, the use of soluble lead compounds should be strictly regulated.

For the purpose of this Recommendation, a lead compound should be considered as soluble if it contains more than five per cent. of its weight (estimated as metallic lead) soluble in a quarter of one per cent. solution of hydrochloric acid.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**RECOMMANDATION CONCERNANT LA RECOMMANDATION CONCERNING THE  
CRÉATION D'UN SERVICE PUBLIC ESTABLISHMENT OF GOVERNMENT  
D'HYGIÈNE. HEALTH SERVICES.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'emploi des femmes dans les travaux insalubres," question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to "women's employment: unhealthy processes," which is part of the third item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'une recommandation,

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organization for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

La Conférence Générale recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail établisse aussitôt que possible—s'il ne l'a déjà fait—non seulement un système assurant une inspection efficace des usines et ateliers, mais, en outre, un service public spécialement chargé de sauvegarder la santé des ouvriers, et qui se mettra en rapport avec le Bureau International du Travail.

The General Conference recommends that each Member of the International Labour Organization which has not already done so should establish as soon as possible, not only a system of efficient factory inspection, but also in addition thereto a Government service especially charged with the duty of safeguarding the health of the workers, which will keep in touch with the International Labour Office.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**PROJET DE CONVENTION FIXANT L'ÂGE  
MINIMUM D'ADMISSION DES ENFANTS  
AUX TRAVAUX INDUSTRIELS.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'emploi des enfants: âge d'admission au travail," question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919:

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme "établissements industriels" notamment:

(a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;

(b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;

(c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installa-

**DRAFT CONVENTION FIXING THE MINI-  
MUM AGE FOR ADMISSION OF CHILDREN  
TO INDUSTRIAL EMPLOYMENT.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened by the Government of the United States of America at Washington, on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "employment of children: minimum age of employment," which is part of the fourth item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organization, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919:

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term "industrial undertaking" includes particularly:

(a) Mines, quarries and other works for the extraction of minerals from the earth.

(b) Industries in which articles are manufactured, altered, cleaned, repaired, ornamented, finished, adapted for sale, broken up or demolished, or in which materials are transformed; including shipbuilding, and the generation, transformation, and transmission of electricity and motive power of any kind.

(c) Construction, reconstruction, maintenance, repair, alteration, or demolition of any building, railway, tramway, harbor, dock, pier, canal, inland waterway, road, tunnel, bridge, viaduct, sewer, drain, well, telegraphic or telephonic installation, electrical undertaking, gas work, water work, or other work of construc-

tions télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus;

(d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

#### ARTICLE 2.

Les enfants de moins de quatorze ans ne peuvent être employés ou travailler dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

#### ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

#### ARTICLE 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente Convention, tout chef d'établissement industriel devra tenir un registre d'inscription de toutes les personnes de moins de seize ans employées par lui avec l'indication de la date de leur naissance.

#### ARTICLE 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, les modifications ci-après à l'article 2 sont autorisées :

(a) Les enfants de plus de douze ans pourront être admis au travail s'ils ont achevé leur instruction primaire;

(b) En ce qui concerne les enfants entre douze et quatorze ans déjà au travail, des dispositions transitoires pourront être adoptées.

La disposition de la loi japonaise actuelle qui admet les enfants de moins de douze ans à certains travaux faciles et légers sera rapportée.

#### ARTICLE 6.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais dans l'Inde les enfants de moins de douze ans ne seront pas occupés :

tion, as well as the preparation for or laying the foundations of any such work or structure.

(d) Transport of passengers or goods by road or rail or inland waterway, including the handling of goods at docks, quays, wharves, and warehouses, but excluding transport by hand.

The competent authority in each country shall define the line of division which separates industry from commerce and agriculture.

#### ARTICLE 2.

Children under the age of fourteen years shall not be employed or work in any public or private industrial undertaking, or in any branch thereof, other than an undertaking in which only members of the same family are employed.

#### ARTICLE 3.

The provisions of Article 2 shall not apply to work done by children in technical schools, provided that such work is approved and supervised by public authority.

#### ARTICLE 4.

In order to facilitate the enforcement of the provisions of this Convention, every employer in an industrial undertaking shall be required to keep a register of all persons under the age of sixteen years employed by him, and of the dates of their births.

#### ARTICLE 5.

In connection with the application of this Convention to Japan, the following modifications of Article 2 may be made :

(a) Children over twelve years of age may be admitted into employment if they have finished the course in the elementary school ;

(b) As regards children between the ages of twelve and fourteen already employed, transitional regulations may be made.

The provision in the present Japanese law admitting children under the age of twelve years to certain light and easy employments shall be repealed.

#### ARTICLE 6.

The provisions of Article 2 shall not apply to India, but in India children under twelve years of age shall not be employed,



(a) Dans les manufactures employant la force motrice et occupant plus de dix personnes;

(b) Dans les mines, carrières et industries extractives de toute nature;

(c) Dans le transport par voie ferrée de passagers, de marchandises, et de services postaux, et dans la manipulation des marchandises dans les docks, quais et wharfs, à l'exception du transport à la main.

#### ARTICLE 7.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

#### ARTICLE 8.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales,

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

#### ARTICLE 9.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

#### ARTICLE 10.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

(a) In manufactories working with power and employing more than ten persons;

(b) In mines, quarries, and other works for the extraction of minerals from the earth;

(c) In the transport of passengers or goods, or mails, by rail, or in the handling of goods at docks, quays, and wharves, but excluding transport by hand.

#### ARTICLE 7.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

#### ARTICLE 8.

Each Member of the International Labour Organization which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing:

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect to each of its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing.

#### ARTICLE 9.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organization have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the members of the International Labour Organization.

#### ARTICLE 10.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, but it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 11.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

## ARTICLE 12.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 13.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

## ARTICLE 14.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

## ARTICLE 11.

Each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

## ARTICLE 12.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 13.

At least once in ten years, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

## ARTICLE 14.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT  
LE TRAVAIL DE NUIT DES ENFANTS  
DANS L'INDUSTRIE.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à "l'emploi des enfants: pendant la nuit," question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme "établissements industriels" notamment:

(a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature.

(b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité.

(c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification, ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus.

**DRAFT CONVENTION CONCERNING THE  
NIGHT WORK OF YOUNG PERSONS EM-  
PLOYED IN INDUSTRY.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened by the Government of the United States of America at Washington, on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "employment of children: during the night," which is part of the fourth item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organization, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919:

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term "industrial undertaking" includes particularly:

(a) Mines, quarries, and other works for the extraction of minerals from the earth.

(b) Industries in which articles are manufactured, altered, cleaned, repaired, ornamented, finished, adapted for sale, broken up, or demolished, or in which materials are transformed; including shipbuilding, and the generation, transformation, and transmission of electricity or motive power of any kind.

(c) Construction, reconstruction, maintenance, repair, alteration, or demolition of any building, railway, tramway, harbor, dock, pier, canal, inland waterway, road, tunnel, bridge, viaduct, sewer, drain, well, telegraphic or telephonic installation, electrical undertaking, gas work, waterwork, or other work of construction as well as the preparation for or laying the foundations of any such work or structure.

(d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée, ou eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

#### ARTICLE 2.

Il est interdit d'employer pendant la nuit les enfants de moins de dix-huit ans dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, sauf dans les cas prévus ci-après.

L'interdiction du travail de nuit ne s'appliquera pas aux enfants au-dessus de seize ans qui sont employés, dans les industries énumérées ci-après, à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

(a) Usines de fer et d'acier ; travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération, et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage).

(b) Verreries.

(c) Papeteries.

(d) Sucreries où l'on traite le sucre brut.

(e) Réduction du minerai d'or.

#### ARTICLE 3.

Pour l'application de la présente Convention, le terme " nuit " signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Dans les mines de charbon et de lignite, une dérogation pourra être prévue en ce qui concerne la période de repos visée au paragraphe précédent, lorsque l'intervalle entre les deux périodes de travail comporte ordinairement quinze heures, mais jamais lorsque cet intervalle comporte moins de treize heures.

Lorsque la législation du pays interdit le travail de nuit à tout le personnel dans la boulangerie, on pourra substituer, dans cette industrie, la période comprise entre neuf heures du soir et quatre heures du matin, à la période de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Dans les pays tropicaux où le travail est suspendu pendant un certain temps au milieu de la journée, la période de repos de nuit pourra être inférieure à onze heures, pourvu qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

(d) Transport of passengers or goods by road or rail, including the handling of goods at docks, quays, wharves, and warehouses, but excluding transport by hand.

The competent authority in each country shall define the line of division which separates industry from commerce and agriculture.

#### ARTICLE 2.

Young persons under eighteen years of age shall not be employed during the night in any public or private industrial undertaking, or in any branch thereof, other than an undertaking in which only members of the same family are employed, except as hereinafter provided for.

Young persons over the age of sixteen may be employed during the night in the following industrial undertakings on work which by reason of the nature of the process, is required to be carried on continuously day and night :

(a) Manufacture of iron and steel ; processes in which reverberatory or regenerative furnaces are used, and galvanizing of sheet metal or wire (except the pickling process).

(b) Glass works.

(c) Manufacture of paper.

(d) Manufacture of raw sugar.

(e) Gold mining reduction work.

#### ARTICLE 3.

For the purpose of this Convention, the term " night " signifies a period of at least eleven consecutive hours, including the interval between ten o'clock in the evening and five o'clock in the morning.

In coal and lignite mines work may be carried on in the interval between ten o'clock in the evening and five o'clock in the morning, if an interval of ordinarily fifteen hours, and in no case of less than thirteen hours, separates two periods of work.

Where night work in the baking industry is prohibited for all workers, the interval between nine o'clock in the evening and four o'clock in the morning may be substituted in the baking industry for the interval between ten o'clock in the evening and five o'clock in the morning.

In those tropical countries in which work is suspended during the middle of the day, the night period may be shorter than eleven hours if compensatory rest is accorded during the day.

## ARTICLE 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas au travail de nuit des enfants âgés de seize à dix-huit ans lorsqu'un cas de force majeure qui ne pouvait être prévu ou empêché, et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal d'un établissement industriel.

## ARTICLE 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1925, l'article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de quinze ans, et, à partir de la date susmentionnée, ledit article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de seize ans.

## ARTICLE 6.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention à l'Inde, le terme "établissement industriel" comprendra seulement les "fabriques" définies comme telle dans la "Loi des fabriques" de l'Inde (*Indian factory act*), et l'article 2 ne s'appliquera pas aux enfants du sexe masculin âgés de plus de quatorze ans.

## ARTICLE 7.

Lorsque, en raison de circonstances particulièrement graves, l'intérêt public l'exigera, l'interdiction du travail de nuit pourra être suspendue par une décision de l'autorité publique, en ce qui concerne les enfants âgés de seize à dix-huit ans.

## ARTICLE 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de St. Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

## ARTICLE 9.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

## ARTICLE 4.

The provisions of Article 2 and 3 shall not apply to the night work of young persons between the ages of sixteen and eighteen years in cases of emergencies which could not have been controlled or foreseen, which are not of a periodical character, and which interfere with the normal working of the industrial undertaking.

## ARTICLE 5.

In the application of this Convention to Japan, until 1 July, 1925, Article 2 shall apply only to young persons under fifteen years of age and thereafter it shall apply only to young persons under sixteen years of age.

## ARTICLE 6.

In the application of this Convention to India, the term "industrial undertaking" shall include only "factories" as defined in the Indian Factory Act, and Article 2 shall not apply to male young persons over fourteen years of age.

## ARTICLE 7.

The prohibition of night work may be suspended by the Government, for young persons between the ages of sixteen and eighteen years, when in case of serious emergency the public interest demands it.

## ARTICLE 8.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

## ARTICLE 9.

Each Member of the International Labour Organization which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing :

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable ; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

## ARTICLE 10.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

## ARTICLE 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 12.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

## ARTICLE 13.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

## ARTICLE 14.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

## ARTICLE 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

## ARTICLE 10.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organization have been registered with the Secretariat the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organization.

## ARTICLE 11.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, and it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 12.

Each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

## ARTICLE 13.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

## ARTICLE 14.

At least once in ten years the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

## ARTICLE 15.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE

**RECOMMANDATION CONCERNANT L'APPLI-  
CATION DE LA CONVENTION INTERNA-  
TIONALE ADOPTÉE A BERNE EN 1906  
SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU  
PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'IN-  
DUSTRIE DES ALLUMETTES.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter une proposition relative à l' "extension et application de la Convention internationale adoptée à Berne en 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes," question comprise dans le cinquième point de l'ordre du jour de la session de la conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que cette proposition serait rédigée sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

La Conférence Générale recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale adhère—s'il ne l'a déjà fait—à la Convention Internationale adoptée à Berne en 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

**RECOMMENDATION CONCERNING THE AP-  
PLICATION OF THE BERNE CONVENTION  
OF 1906, ON THE PROHIBITION OF THE  
USE OF WHITE PHOSPHORUS IN THE  
MANUFACTURE OF MATCHES.**

The General Conference of the International Labour Organization of the League of Nations,

Having been convened at Washington by the Government of the United States of America on the 29th day of October, 1919, and

Having decided upon the adoption of a proposal with regard to the "extension and application of the International Convention adopted at Berne in 1906 on the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches," which is part of the fifth item in the agenda for the Washington meeting of the Conference, and

Having determined that this proposal shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organization for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, and the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919 :

The General Conference recommends that each Member of the International Labour Organization, which has not already done so, should adhere to the International Convention adopted at Berne in 1906 on the prohibition of the use of white phosphorus in the manufacture of matches.